

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal d' Iran

Dossier

N° 84 du 03.02.2012

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_iraniens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire :

Tiré à Part

Iran: C'est le pouvoir et non le nucléaire qui importe Américains et Israéliens.

Arrêtons la guerre avant qu'elle ne commence.

Moscou: Bas les pattes devant l'Iran et la Syrie, la Chine et les pays derrière l'initiative de la Russie.

1 Brèves

1-1 Le chef du Mossad à Washington pour discuter de l'Iran

1-2 L'Inde fera tout pour acheter du pétrole iranien.

1-3 Pepe Escobar : Tout ce qui brille est ... du pétrole !

2 Dossier & Point de vue

2-1 Konstantin Bogdanov : Nucléaire iranien : les options militaires des USA.

2-2 Pepe Escobar : L'Europe en guerre contre l'Iran.

2-3 Joëlle Pénochet : « La Syrie est une tête de pont pour une agression contre l'Iran »

2-4 La Géorgie, base arrière américaine pour une attaque contre l'Iran ?

.

Tiré à Part

Iran: C'est le pouvoir et non le nucléaire qui importe Américains et Israéliens.

La manière avec laquelle les Etats-Unis, Israël et les dirigeants européens de l'Occident mènent la confrontation avec l'Iran est profondément malhonnête. La manipulation des médias de l'opinion publique par l'exagération des menaces systématiques est similaire au rythme de tambours de la propagande et de la désinformation sur les armes inexistantes de destruction massive qui avaient précédé l'invasion de l'Irak en 2003.

L'objectif des sanctions imposées sur les exportations de pétrole de l'Iran et la banque centrale, auxquelles s'est officiellement rallié l'UE, est supposé être de forcer l'Iran à abandonner son programme nucléaire avant qu'il n'atteigne le point où il pourrait théoriquement construire une bombe nucléaire.

Même Israël admet désormais que l'Iran n'a pas encore décidé de le faire, mais le programme nucléaire iranien est toujours présenté comme un danger pour Israël et le reste du monde.

Il y a deux autres menaces parallèles entre le déclenchement de la guerre en Irak et ce qui se passe

maintenant. L'affaire présumée est l'avenir du programme nucléaire iranien mais, pour une partie de la coalition contre l'Iran, le véritable objectif est le renversement du gouvernement iranien. L'origine de la crise actuelle a été les derniers efforts déployés en Novembre et Décembre par les néoconservateurs aux Etats-Unis, Benjamin Netanyahu du Likoud et le lobby israélien à Washington d'imposer des sanctions sur les exportations de pétrole iranien et la banque centrale de l'Iran. dans leur plupart, ce sont les mêmes personnes qui ont ciblé l'Irak dans les années 1990. Ils ont été en mesure de forcer la Maison Blanche d'adopter leur programme. Maintenant, ils se mettent à l'œuvre pour rallier l'Union européenne qui voit naïvement les sanctions comme une alternative au conflit militaire.

En réalité, les sanctions sont susceptibles d'intensifier la crise, d'appauvrir les Iraniens ordinaires et psychologiquement de préparer le terrain pour la guerre en raison de la diabolisation de l'Iran. Le problème est qu'Israël et ses alliés de droite américains sont plus intéressés par un changement de régime que par le programme nucléaire de Téhéran. Le journal israélien Haaretz a indiqué succinctement les différences entre le gouvernement israélien et à Washington. Il a déclaré que «tandis que les Américains cherchent activement un moyen d'entamer un dialogue, Israël prêche pour la confrontation et le renversement du gouvernement de Téhéran".

C'est cette dernière politique qui a triomphé. Israël, ses alliés au Congrès et les néoconservateurs ont réussi à embobiner l'administration Obama dans un ensemble de politiques qui n'ont de sens que si le but est le renversement du régime de Téhéran. Le gouvernement iranien n'a été donné aucun moyen diplomatique pour tomber sans humiliation. Son programme nucléaire a été transformé en un symbole de la résistance contre les diktats étrangers. Cela rend impossible pour quiconque dans la direction iranienne de faire des compromis sans être dénoncé comme un traître par ses adversaires politiques.

Quelles que soient les intentions de Barack Obama quand il a été élu, l'offensive secrète initiée par le Président Bush contre l'Iran a continué. Il a signé un secret "avis présidentiel" en 2008 en vertu duquel 400 millions de dollars a été alloués pour financer les opposants au gouvernement iranien. Les nouveaux alliés américains comprenaient des groupes peu recommandables tels que les tueurs sunnites sectaires de Jundullah opérant dans le Baloutchistan iranien. Les Etats-Unis peuvent avoir pour but de limiter le degré de coopération, mais, selon le magazine Foreign Policy, les agents du Mossad se sont tout simplement présentés comme étant des membres de la CIA pour s'entendre avec le Jundullah. Quel a été le point culminant de ces attaques? Quelques bombes au Baloutchistan iranien qui ne constituent pas une grande menace pour les dirigeants iraniens à Téhéran. Le motif étant probablement de provoquer les Iraniens pour qu'ils mènent des représailles contre les Etats-Unis, et qui rendraient plus probables un conflit américano-iranien militaire.

La même chose pourrait bien être vraie pour l'assassinat de scientifiques nucléaires iraniens. Un constat peu remarqué est que les scientifiques sont plus faciles à tuer parce qu'ils conduisent eux-mêmes leurs propres voitures à Téhéran. Mais tout pays qui dispose de stars scientifiques de haut niveau en danger assure nécessairement leur sécurité. Le manque de simples mesures sécurité est la preuve que ces scientifiques n'ont jamais été au centre du programme nucléaire iranien. Une explication plus probable pour ces attaques, en supposant qu'Israël était derrière eux, était de provoquer des représailles iraniennes contre les États-Unis ou Israël, et s'en servir comme un casus belli.

Il est difficile de ne pas admirer l'habileté avec laquelle M. Netanyahu a manipulée la Maison Blanche et les leaders européens dans la confrontation avec l'Iran qu'ils voulaient éviter. Il a été aidé par les débordements antisémites du président iranien et la fixation apparente de l'élection présidentielle de 2009. Mais l'arme la plus efficace de M. Netanyahu a été la menace qu'Israël allaient lancer unilatéralement des frappes aériennes, à moins que la Maison Blanche ne fasse quelque chose. Cela a toujours été moins susceptible que cela n'a semblé être. Israël a rarement fait la guerre sans un «feu vert» des États-Unis.

Une explication plus rationnelle des menaces israéliennes d'agir seuls, c'est qu'ils ont été entièrement conçus pour effrayer la Maison Blanche et ses alliés européens. Le ministre israélien de la Défense, Ehud Barak, a fait glacer le sang dans son discours sur l'imminence de la menace iranienne qui laisse Israël sans aucune autre option que de lancer une attaque préventive. (Tout récemment, il a dit le contraire).

L'ancien chef du Mossad a donné de la crédibilité à l'action unilatérale israélienne en avertissant que ce serait une catastrophe auto-infligée pour son pays.

Ces manœuvres ont réussi. Des sanctions sévères ont été imposées. L'Iran aura des difficultés à vendre

son pétrole. Son statut de puissance régionale au Moyen-Orient est l'affaiblissement de la survie à long terme de Bachar al-Assad, son plus important allié, semblent douteux.

Là encore, il y a un parallèle aisé avec l'Irak. Les sanctions contre l'Irak entre 1990 et 2003 ont appauvris les Irakiens et considérablement incriminé son administration. L'UNICEF a déclaré qu'un demi-million d'enfants sont morts à cause des sanctions. Pour la Maison Blanche et les dirigeants européens, les sanctions peuvent paraître préférables à un conflit armé. Hélas, l'histoire montre que les embargos à long terme tuent plus que les guerres brèves.

Patrick Cockburn

Traduit du "The Independent"

"

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=48469&cid=20&fromval=1&frid=20&seccatid=28&s1=1>

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=48469&cid=20&fromval=1&frid=20&seccatid=28&s1=1>

Arrêtons la guerre avant qu'elle ne commence.

10 raisons pour protester contre les sanctions et la guerre

(manif en Angleterre contre une intervention en Iran et en Syrie)

Après l'intervention en Libye, les dangers de nouvelles attaques occidentales dans la région sont très réelles. Voici 10 raisons pour lesquelles une guerre contre l'Iran n'est pas justifiée et aurait des conséquences catastrophiques.

1) Pas de menace: l'Iran n'a pas attaqué de pays depuis plus de 200 ans. Ses dépenses militaires par habitant sont les plus faibles de la région. Le régime a permis des inspections et a été d'accord pour négocier avec l'occident sur toutes les questions. Le discours occidental actuel fait penser à la guerre en Irak quand une menace fut fabriquée pour justifier une intervention

2) deux poids-deux mesures: beaucoup des alliés occidentaux, y compris Israël, possèdent l'arme nucléaire. Il n'y a aucune preuve que l'Iran est en train de les développer, comme l'a montré le rapport de l'AEIA de l'an dernier. L'Iran, contrairement à Israël et au Pakistan, est signataire du traité de non prolifération nucléaire, selon lequel il a le droit de développer une puissance nucléaire civile.

3) les sanctions mènent à la guerre. Comme l'a montré l'impasse militaire récente, les sanctions augmentent la tension et la méfiance. Elles renforceront les faucons en Iran. En Irak, les sanctions ont eu pour résultat un niveau génocidaire de victimes civiles et n'ont amené que la guerre et la souffrance du peuple irakien. Les sanctions n'ont pas été un pas vers la paix mais vers la guerre.

4) conséquences catastrophiques. Toute attaque contre l'Iran amènera des milliers de morts et provoquera des représailles avec des effets dévastateurs pour toute la région. Les sanctions et la guerre feront augmenter le prix du pétrole, créant encore plus de dégâts dans une économie mondiale déjà en crise.

5) leçons du passé: si les attaques contre l'Afghanistan, l'Irak et la Libye nous ont enseigné quelque chose, c'est qu'une intervention militaire n'amène que la mort, la division et la misère. 30 000 personnes sont mortes en Libye, des dizaines de milliers en Afghanistan, et un million en Irak. La violence continue dans ces 3 pays.

6) la guerre=moins de services sociaux. Barack Obama s'est récemment engagé à dépenser plus d'argent pour le militaire que ne l'avait fait le gouvernement de George W. Bush. La Grande Bretagne a dépensé des centaines de millions pour bombarder la Libye et dépense 6 milliards par an pour la guerre en Afghanistan. Une attaque sur l'Iran pourrait avoir un coût financier bien plus important, poussant le gouvernement à imposer encore plus de coupures de crédit sur nos services publics.

7) La démocratie. Les guerres récentes ont été profondément impopulaires chez nous et ont créé un "déficit démocratique". Des plans pour une attaque en Iran ont été élaborés à Washington et à Whitehall sans consultation des élus du parlement ni de l'électorat.

8) Sécurité: la guerre contre le terrorisme a rendu notre monde plus fragile et plus dangereux. Une attaque contre l'Iran ne peut qu'augmenter l'amertume contre les puissances occidentales.

9) droits et libertés. La campagne contre l'Iran mènera à plus de diabolisation de la communauté musulmane en Grande Bretagne et à de nouvelles atteintes aux libertés, déguisées sous l'appellation "mesures anti-terroristes".

10) Nous pouvons changer les choses. Le principal facteur pour retenir les faiseurs de guerre est l'opinion publiques mobilisée. Même George W. Bush s'est opposé à ce qu'Israël attaque l'Iran quand il était au pouvoir, parce qu'il sentait que les américains étaient contre. Les voix de la majorité anti-guerre en Grande Bretagne doivent se transformer en un mouvement de masse qui force nos dirigeants politiques à mettre fin leur politique de guerre sans fin.

[Iran: 10 reasons to protest against sanctions and war on 28 January](#)

11 January 2012

Moscou: Bas les pattes devant l'Iran et la Syrie, la Chine et les pays derrière l'initiative de la Russie. La Russie a averti l'Occident contre une intervention militaire en Iran et en Syrie, et a rejeté des sanctions unilatérales contre les deux nations.

Le Ministre des Affaires Etrangères Lavrov, a déclaré qu'une action militaire contre l'Iran aurait "des conséquences catastrophiques".

Le Ministre Lavrov a dit, lors de sa conférence de presse annuelle, que Moscou était sérieusement préoccupé par les menaces d'une opération militaire contre l'Iran et "fait de son mieux pour la prévenir". Il a dit que la guerre pourrait provoquer l'exode de réfugiés d'Iran vers l'Azerbaïdjan et la Russie, mettrait de l'huile sur le feu du conflit Sunnites-Chiites et entraînerait des réactions en chaîne.

La conférence de presse était consacrée à la politique extérieure de la Russie en 2011, mais le discours de Lavrov laissait entendre que Moscou se préparait à une confrontation plus aigüe avec l'Occident en 2012.

Lavrov a déclaré que les sanctions occidentales unilatérales contre l'Iran, telles que l'embargo sur le pétrole, visaient à étouffer l'économie iranienne et à provoquer un mécontentement populaire.

Il dit également que l'Iran était prête à reprendre des conversations avec les médiateurs internationaux et qu'il considérait que les États-Unis et l'Europe voulaient imposer des sanctions, dans le seul but de rendre plus difficiles de futures négociations.

Le Ministre russe des Affaires Extérieures déclare que Moscou allait bloquer toute tentative occidentale d'obtenir un mandat des Nations Unies pour une interférence militaire en Syrie. Un projet de résolution soumis par la Russie demandait que tous les membres du Conseil de Sécurité se retiennent de toute ingérence et usage de la force en Syrie. M. Lavrov a signalé qu'il était significatif que les puissances occidentales aient essayé de faire retirer de ce projet la partie de texte disant: "rien ne peut être interprété dans la résolution comme une autorisation de l'usage de la force contre la Syrie, par quelque partie que ce soit".

M. Lavrov a annoncé également que la Chine et les autres pays du groupe BRICS avaient soutenu ce projet de résolution. " Nous considérons comme totalement inacceptable, d'essayer d'appliquer le scénario dit "libyen" à d'autres conflits."

M. Lavrov a également rejeté les critiques occidentales envers la fourniture d'armes de la Russie à la Syrie. "Nous n'avons violé aucun accord international, ni aucune résolution du Conseil de Sécurité", nous commerçons normalement avec la Syrie, ce qui n'est pas interdit par le droit international".

<http://www.liberation.fr/depeches/01012384144-syrie-la-russie-s-oppose-a-des-sanctions-et-au-deploiement-de-troupes-affirme-lavrov>

1 Brèves

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information..

1-1 Le chef du Mossad à Washington pour discuter de l'Iran .

Tamir Pardo, le chef du Mossad (services de renseignements israéliens), s'est rendu dimanche à Washington pour [discuter](#) d'une possible attaque israélienne contre les installations nucléaires iraniennes, ont révélé mardi 31 janvier des médias israéliens.

Selon la deuxième chaîne de télévision privée israélienne, ce genre de visite du chef du Mossad est habituellement tenue secrète. Mais l'information a été divulguée "*accidentellement*" par la présidente de la commission du renseignement du Sénat américain, la démocrate Dianne Feinstein, lors d'une audition de cette commission. Au cours de cette audition retransmise par une chaîne de télévision américaine, M^{me} Feinstein a révélé [avoir](#) eu un entretien avec M. Pardo, qui a également rencontré le chef de la CIA, [David Petraeus](#).

"Comme vous, j'ai rencontré le chef du Mossad lorsqu'il était ici" à Washington, a confié ce dernier, lors de l'audition. "*Cela s'inscrit dans un dialogue continu qui comprend également des conversations que j'ai eues avec le premier ministre [israélien Benjamin] Nétanyahou et le ministre [de la défense Ehoud] Barak*", a-t-il ajouté, précisant qu'il s'entretenait tous les mois avec le ministre israélien depuis sa prise de fonctions à la CIA en septembre.

La télévision israélienne a précisé que le patron du Mossad avait évoqué la possibilité qu'Israël attaque unilatéralement l'Iran, alors que les dirigeants israéliens soufflent le chaud et le froid sur l'éventualité de frappes contre les installations nucléaires iraniennes.

AUCUNE OPTION N'EST EXCLUE

Le président Shimon Pérès a réaffirmé mardi qu'"il ne fallait [exclure](#) aucune option contre le programme de l'Iran visant à se [doter](#) d'armes de destruction massive". "*Le régime des ayatollahs est le plus corrompu du monde d'un point de vue moral*", a assuré M. Pérès lors d'un discours devant une conférence internationale à Herzliya, au nord de [Tel Aviv](#).

Les pays occidentaux soupçonnent l'Iran de [chercher](#) à [fabriquer](#) l'arme atomique sous couvert de son programme nucléaire civil, ce que Téhéran a toujours nié. En octobre, les médias israéliens avaient assuré que le premier ministre israélien, [Benjamin Nétanyahou](#), et son ministre de la défense, [Ehoud Barak](#), étaient favorables à des frappes contre l'Iran mais que l'armée et les services de renseignement, dont le Mossad, s'y opposaient.

"VISITE CONSTRUCTIVE" DE L'AIEA

L'Iran a conclu mardi un cycle de discussions "*constructives*" avec une délégation de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et de nouvelles rencontres sont programmées à l'[avenir](#), a rapporté l'agence de presse iranienne Fars.

"*Les discussions entre l'Iran et l'équipe d'inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique ont été constructives et [...] les deux parties sont convenues de [poursuivre](#) les discussions*", rapporte Fars en citant une source anonyme. La date des futures rencontres a été arrêtée, a ajouté Fars, sans toutefois la [communiquer](#).

Six experts de l'AIEA ont effectué une visite de trois jours en Iran afin d'[aborder](#) les inquiétudes de l'agence au sujet des "*possibles dimensions militaires du programme nucléaire iranien*", selon les LEMONDE.FR avec AFP et Reuters | 31.01.12 | 20h42 •

Mis à jour le 31.01.12 | 23h39

http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2012/01/31/le-chef-du-mossad-a-washington-pour-discuter-de-l-iran_1637091_3218.html

1-2 L'Inde fera tout pour acheter du pétrole iranien.

[AVDAI BASCAR, EXPERT INDIEN CONFIRME : GROS CONSOMMATEUR DE PETROLE, L'INDE N'HESITERA PAS A CONTOURNER LES SANCTIONS ANTI-IRANIENNES ET FACILITER L'ACHAT DU PETROLE IRANIEN](#)

Un expert indien le confirme : L'Inde, gros consommateur de pétrole n'hésitera pas à tout faire pour contourner les sanctions anti-iraniennes et faciliter l'achat du pétrole iranien.

"La Chine et l'Inde ont besoin du pétrole iranien, tandis que les Etats-Unis se procurent leur pétrole à partir d'autres producteurs. Il est donc injuste de vouloir de Pékin et de New Delhi d'adhérer aux

sanctions anti-iraniennes, çà me semble illogique et irrationnel", a-t-il ajouté.

Avdai Bascar s'est félicité du choix de l'or, par l'Inde, comme une alternative au dollar, un choix qui tend à retrouver sa place dans les transactions internationales à mesure que l'économie américaine perd du poids.

L'Inde importe 12 milliards de dollars de pétrole iranien.

Source: Irib News

Lundi 30 janvier 2012 13 /01 /Jan /2012 12:16

1-3 Pepe Escobar : Tout ce qui brille est ... du pétrole !

Dans son discours sur l'état de l'union, le Président des Etats-Unis Barack Obama a dit : « *Qu'il n'y ait aucun doute : l'Amérique est déterminée à empêcher l'Iran d'obtenir l'arme nucléaire et je ne rejeterai aucune option pour atteindre cet objectif* ».

Dans le monde réel, cela signifie que Washington est prêt à entrer en guerre - la guerre économique est déjà en cours - contre un pays qui a ratifié le Traité de Non-Prolifération et qui, selon l'Agence Internationale à l'Energie Atomique et le dernier rapport d'estimation des services de renseignements américains, ne cherche pas à fabriquer une arme nucléaire.

Obama a également déclaré : « *Ce régime est plus isolé qu'il ne l'a jamais été ; ses dirigeants se retrouvent face à des sanctions paralysantes, et tant qu'ils fuiront leurs responsabilités, cette pression ne se relâchera pas* ».

« Isolé ? » Pas vraiment ; voir « *Le Mythe d'un Iran isolé* » (Asia Times Online du 18 janvier 2012). Et ce n'est pas la direction iranienne qui est sujette à des sanctions paralysantes ; c'est la majorité absolue des 78 millions d'iraniens appauvris qui en paieront le prix.

Dans une déclaration précédente, Obama a « applaudi » la décision de l'Union Européenne de flanquer son propre embargo contre le pétrole iranien, ajoutant, « *Ces sanctions démontrent une fois de plus l'unité de la communauté internationale* ».

Parlons donc de l' « *Unité de la communauté internationale* » - qui comprend les Etats-Unis, les pays de l'OTAN, Israël et le CCG (le Conseil de Coopération du Golfe, connu aussi sous le nom de Club de la Contre-Révolution du Golfe) ; le reste du monde n'étant qu'un mirage.

Pepe Escobar

Asia Time Online,

le 27 janvier 2012

article original : "All that glitters is ... oil "

http://questionscritiques.free.fr/edito/AsiaTimesOnline/Pepe_Escobar/Iran_sanctions_petrole_or_Inde_Chine_250112.htm

2 Dossier & Point de vue

2-1 Konstantin Bogdanov : Nucléaire iranien : les options militaires des USA.

« Nous sommes face à une situation curieuse.

L'opération terrestre contre l'Iran est improbable, et l'occupation du pays relève de la science-fiction. Les frappes aériennes massives seraient capables de saboter le potentiel industriel de la puissance perse, mais elles pourraient être insuffisantes pour régler définitivement la question nucléaire, » écrit l'expert Russe Konstantin Bogdanov, qui souligne par ailleurs les conséquences potentiellement catastrophiques d'une attaque américaine.

Les Etats-Unis rassemblent des unités navales près des côtes iraniennes et depuis novembre dernier beaucoup de rumeurs circulent dans le monde sur une opération militaire imminente contre l'infrastructure nucléaire iranienne. Quels seront les points communs et les différences entre cette guerre hypothétique et les opérations déjà connues en Irak et en Yougoslavie ?

Quels buts pourrait-elle poursuivre et quelles pourrait être les conséquences ?

Eviter le contact

Si une opération était lancée, l'attaquant tenterait d'éviter au maximum le contact, en optant pour les frappes aériennes et en utilisant des missiles de croisière, en s'appuyant sur les données des moyens de renseignement puissants et la supériorité générale en termes de moyens de gestion de troupes interarmées sur le théâtre d'opérations extérieures.

Les alliés ne lanceront certainement pas d'opération terrestre. Les Etats-Unis ne disposent ni des forces ni du soutien politique de la nation à cet effet. L'Iran est un adversaire très coriace, et il serait très difficile de le combattre au sol (en comparaison avec l'Irak en 1991 ou en 2003). Il faudrait être un politicien suicidaire - et ce n'est pas le cas d'Obama - pour organiser le rapatriement ininterrompu de cercueils de soldats américains à la veille de la présidentielle de novembre.

C'est la raison pour laquelle on ne devrait pas assister à une invasion terrestre. La seule exception pourrait consister à projeter des commandos qui accompliraient des missions de reconnaissance approfondie sur le terrain afin de désigner les sites stratégiques à l'attention de l'aviation et effectueraient des opérations de sabotage.

Pratiquement tout le poids de l'opération reposerait sur l'aviation : sous la forme d'une guerre aérienne selon le principe hit and run (frappe et fuis). Après l'opération "tout en finesse" des alliés franco-britanniques en Libye, les Etats-Unis pourront montrer au monde ce qu'ils ont appris depuis la guerre en Irak en qui a débuté en 2003.

C'est à cette époque que l'armée de l'air américaine a commencé à s'armer de munitions guidées par satellite (JDAM) : un moyen bon marché permettant de transformer les bombes aériennes classiques en une arme de haute précision. Et c'est également à l'époque qu'a commencé le passage à la production de systèmes intégrés de guidage, de désignation de cible et de reconnaissance de la situation - du concept de guerre réseaucentrique. Les drones ont également commencé à jouer un rôle plus important.

L'éventuelle opération en Iran ressemblerait de loin à l'opération de l'Otan en Yougoslavie au printemps 1999. Les raids de 1993 et de 1998 en Irak étaient très limités, et étaient des expéditions punitives. Les blitz aériens en 1991 et en 2003 servaient principalement les intérêts des opérations terrestres qui les ont immédiatement suivis.

Cependant, contrairement à la Yougoslavie européenne qu'il a fallu briser politiquement, dans le cas présent il faudra régler des questions militaires concrètes de destruction du potentiel militaire et industriel. L'Iran n'agitera pas le drapeau blanc après quelques coups durs, au contraire, cela le rendra encore plus furieux.

D'après l'expérience des opérations aériennes en Yougoslavie et en Irak, les moyens de défense antiaérienne, les aérodromes et les bases de missiles balistiques seront les objectifs primaires. La flotte iranienne et les missiles antinavires côtiers seront les premières cibles des bombardements aériens. Puis l'attaque pourrait se concentrer sur les sites cruciaux de l'infrastructure pétrolière et énergétique, en particulier les entreprises de production de carburant.

Cette dernière cible pourrait devenir primordiale. L'Iran, pays exportateur de pétrole, a éprouvé pendant de longues années un important déficit de carburant : Téhéran achetait jusqu'à 45% de son carburant aux pays voisins du Golfe. Ses efforts dans ce sens en 2009-2010 lui ont permis de produire des produits pétroliers en quantité suffisante pour satisfaire la consommation intérieure strictement réglementée. Cependant, la faiblesse de l'industrie de raffinage nationale demeure une épine dans le pied de la croissance économique iranienne.

Et l'infrastructure du programme nucléaire iranien est la cible centrale parmi les objectifs mentionnés. On s'en prendra à lui avec un acharnement particulier, mais pas forcément dès la première vague. Ainsi, le site de Natanz et le réacteur inachevé d'Arak pourraient recevoir leur part de "bombes intelligentes". La centrale nucléaire de Bouchehr est peu susceptible d'être directement attaquée, bien qu'on puisse supposer la mise hors service de la centrale en détruisant ses ressources.

L'inexpugnable Fordo

Mais la cible ultime se trouve profondément enfouie dans le sol de la puissance perse, près de la ville de Qom. Il s'agit du site d'enrichissement de Fordo, un immense complexe souterrain renforcé, dont la construction a commencé en 2007, et qui a été mis en service l'année dernière.

A l'heure actuelle, tous les travaux iraniens de production d'uranium enrichi à 19,75% ont été transférés à Fordo. Auparavant, ils étaient réalisés sur le site de Natanz, mais son niveau de sécurité contre les frappes aériennes, selon les dirigeants iraniens, était trop faible. Le site souterrain de Fordo est nettement mieux sécurisé.

Israël s'est souvent plaint à Washington du manque de munitions air-sol, permettant de traiter les cibles en profondeur, en faisant ouvertement allusion à leur possible utilisation contre l'Iran. Les Etats-Unis ont toute une panoplie de munitions conçues pour ce travail. Le plus monstrueux d'entre eux est le

GBU-57 MOP (Massive Ordnance Penetrator), une bombe anti-bunker de 13,6 tonnes embarquée par les bombardiers B-52 et les avions furtifs B-2.

Selon les sources ouvertes, la capacité de pénétration du GBU-57 atteint 60 mètres. Cette bombe peut percer jusqu'à 40 mètres de sol, moins en cas de roches dures. Selon les études des experts américains, la profondeur probable des principaux locaux de travail du site de Fordo pourrait atteindre 80 mètres, voire plus.

Même les partisans de l'opération aérienne sont très sceptiques quant à sa réussite. On établit des concepts de frappes multiples au même endroit grâce à la précision du ciblage, mais tous sont confrontés au même problème - on ignore la structure intérieure du site de Fordo.

De cette manière, le bombardement aérien massif de Fordo permettrait au mieux de bloquer les accès vers l'extérieur, détruirait les systèmes d'alimentation en électricité et l'infrastructure de transport aux alentours. Pour ce faire il suffirait d'utiliser des armes de haute précision du type JDAM et des missiles de croisière Tomahawk traditionnels pour ce genre de guerres.

Cependant, les capacités de production ne seraient pas directement affectées. Pour parvenir à un meilleur résultat, il faudrait soit une chance inouïe, soit l'utilisation d'une arme nucléaire tactique (TNW), soit pénétrer à l'intérieur avec une unité de commandos.

La chance est un élément imprévisible et chaotique. L'utilisation d'une TNW réglerait le problème du site de Fordo, mais engendrerait parallèlement tellement de complications (aussi bien techniques qu'à l'échelle de la "grande stratégie"), que le jeu n'en vaudrait pas la chandelle.

Les commandos et leurs succès sont également un signe de chaos en général : on ignore si l'opération se terminera par un succès ou un échec, et dans tous les cas les troupes d'élite auront besoin de moyens de combat appropriés pour une opération de sabotage qui tienne la route. La seule chose qui vient à l'esprit parmi les moyens qui fournissent une certaine garantie, ce sont les armes nucléaires portatives, ce qui nous ramène une fois de plus à l'histoire des chandelles.

Un objectif controversé

Nous sommes face à une situation curieuse. L'opération terrestre contre l'Iran est improbable, et l'occupation du pays relève de la science-fiction. Les frappes aériennes massives seraient capables de saboter le potentiel industriel de la puissance perse, mais elles pourraient être insuffisantes pour régler définitivement la question nucléaire.

Une offensive aérienne de grande envergure contre l'Iran repousserait quelques années en arrière le projet nucléaire de Téhéran. Dans ce sens, une opération potentielle pourrait probablement être considérée comme réussie. Cependant, il est difficile d'évaluer les conséquences possibles d'une telle ingérence par la force dans les affaires intérieures d'un leader régional.

Une chose est sûre : ces conséquences seront forcément négatives.

Le Proche-Orient instable qui traverse le printemps arabe pourrait subir un préjudice qui ferait définitivement chavirer le navire.

Et les radicaux islamistes balaieraient alors les monarchies conservatrices du Golfe comme un château de cartes (pour leur position proaméricaine), les derniers régimes séculaires du Proche-Orient (la Syrie, la Jordanie, le Koweït) et les faibles gouvernements de transition des coalitions révolutionnaires (l'Égypte, le Yémen).

Une telle "explosion" dans cette région, qu'on pourrait appeler à juste titre le ventre mou de la planète, vaut-elle le coût pour retarder le programme nucléaire iranien de 5-6 ans ? C'est une question purement rhétorique. Les États-Unis ont très peu de chances de vaincre l'Iran, mais dynamiter maladroitement plusieurs décennies de sa propre politique dans la région est une tâche bien plus facilement réalisable dans ces conditions.

Konstantin Bogdanov

RIA Novosti, 20 janvier 2012

24 janvier 2012

http://contreinfo.info/article.php3?id_article=3187

2-2 Pepe Escobar : L'Europe en guerre contre l'Iran.

Pepe Escobar prend de la distance, dans l'espace, c'est—dire qu'il cherche à comprendre comment les faits s'imbriquent au niveau mondial, et dans le temps en s'intéressant aux effets et évolutions à moyen et long terme. Une compréhension qui ne peut se faire qu'en prenant en compte aussi le passé.

Pepe Escobar ne nous parle guère d'idéologies quand il traite des évolutions stratégiques ; démocratie, droits de l'homme, dictature... Tout cela est bel et bien et intéressant mais, comme le disait Karl Marx en son temps, en dernière instance ce sont les rapports de production qui sont déterminants. Ces rapports définissent de fait un système de production dont le fonctionnement concret dépend aussi de l'évolution des techniques, celles là même qu'il génère et promeut, et de conditions basement matérielles que sont la disponibilité de matières premières dont le gaz et surtout le pétrole qui servent à nourrir le système en énergie.

Ces matières premières énergétiques sont la clef de la puissance, soit qu'on les possède, soit qu'on les contrôle. En fait, c'est ce dernier aspect qui est de loin le plus décisif et, ainsi que nous l'explique Pepe Escobar, les Etats Unis et l'Occident confrontés à la montée de nouvelles puissances de rang mondial, ont entrepris patiemment de s'adjuger, de gré ou de force, non pas l'accès à ce pétrole et à ce gaz mais son contrôle pour disposer d'un atout absolument décisif pour le maintien de leur hégémonie. C'est ce qui s'est joué en Libye, ce qui se joue maintenant en Iran et les événements de Syrie s'inscrivent, que les Syriens le veuillent ou non, dans ce contexte.

Djazaïri

No one ever lost money betting on the foolishness of European Union (EU) politicians. And if you are Personne ne perdra jamais d'argent en pariant sur la stupidité des politiciens de l'Union Européenne (UE). Et si vous êtes trader de pétrole, réjouissez-vous en vous rendant à la banque ; comme prévu, les ministres des affaires étrangères de l'Union Européenne – emboitant docilement le pas de l'administration Obama – ont donné leur feu vert à un embargo complet sur le pétrole iranien.

L'embargo s'applique non seulement aux nouveaux contrats, mais aussi aux contrats en cours – qui seront annulés le 1^{er} juillet – et comprend des sanctions additionnelles qui visent la banque centrale iranienne et les exportations de dérivés pétroliers vers l'UE.

Il est toujours très important de rappeler que l'embargo – une déclaration de guerre économique de facto – a été proposé avec force d'abord par le « libérateur » néo-napoléonien de la Libye, le président Français Nicolas Sarkozy. L'excuse officielle pour cette guerre économique sont « les inquiétudes de plus en plus grandes quant au programme nucléaire iranien. »

Les avertissements de Moscou, enjoignant l'UE de cesser d'agir une fois encore comme un simple pion en se tirant elle-même une balle dans le pied. Les Russes savent tout ce qu'il y a à savoir sur les horribles effets en retour que pourrait avoir cet embargo.

L'UE défend sa stratégie – ou sa guerre économique – comme étant la seule manière d'éviter le « chaos au Moyen Orient ». Pourtant, la guerre économique pourrait bien finir par allumer l'étincelle de la guerre ouverte qu'elle cherche en théorie à éviter, c'est-à-dire de tout un ensemble de conséquences inattendues qu'elle porte en elle.

Ce qui nous emmène tout directement au drame du détroit d'Ormuz. Téhéran a à maintes reprises affirmé qu'elle fermerait Ormuz seulement si – et il faut le répéter – l'Iran est empêchée d'exporter son pétrole. Ce qui représenterait un coup mortel contre son économie – entièrement dépendante des exportations pétrolières – sans parler de son régime contrôlé par le Guide Suprême, l'ayatollah Ali Khamenei Le changement de régime est le véritable agenda de Washington et de ses caniches européens (voir Le mythe d'un 'Iran isolé', Asia Times Online, 19 janvier – mais on ne peut pas le dire clairement à l'opinion publique internationale.

Les traces de mes larmes

Sur les cinq plus gros importateurs de pétrole iranien quatre se trouvent en Asie; deux sont membres du BRICS (l'Inde et la Chine), plus les alliés des USA que sont la Corée du Sud et le Japon. On peut affirmer sans se tromper que tous ces importateurs devraient vivement reprocher aux Américains/Européens leurs provocations (en fait certains le font déjà) si l'Iran envisageait de bloquer le détroit d'Ormuz, où y activait des mines.

L'UE importe pour sa part environ 600 000 barils de pétrole iranien par jour, soit 25 % des exportations quotidiennes de l'Iran. Le plus gros importateur est l'Italie. D'autres gros clients sont l'Espagne et la Grèce. Tous ces pays du Club Med, c'est un euphémisme, sont actuellement enfoncés dans de profondes difficultés économiques.

L'UE insiste pour broder sur sa soi-disant “double approche” sur l'Iran. Dépouillée de son vernis propagandiste, la double approche se résume en pratique à « taisez-vous, pliez devant nos sanctions, cessez d'enrichir de l'uranium et venez négocier selon nos conditions. »

Alors quand la chef de la diplomatie européenne – la prodigieusement insignifiante Catherine Ashton – pécore sur la « validité de la double approche, » les diplomates sérieux dans tout le monde en voie de développement ne peut l'interpréter que pour ce qu'elle est ; une blague qui n'est pas exactement de nature à inciter l'Iran à renouer les négociations avec le groupe de contact sur l'Iran (les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité plus l'Allemagne).

Pendant ce temps, le maître des caniches européens – l'administration Obama – exerce toutes sortes de pressions sur les puissances asiatiques pour qu'elles arrêtent d'acheter du pétrole iranien. On peut rêver. Pour tous ces pays – y compris le Japon et la Corée du Sud – les affaires vont continuer normalement ; ils ont besoin du pétrole iranien encore plus que l'Occident.

Même BP – pollueur notoire du Golfe du Mexique – a demandé à l'administration Obama d'être exemptée des sanctions. Une demande qui a tout ç voir avec un chapitre essentiel du Pipelineistan – le développement de l'immense champ gazier de Shah Deniz II en Azerbaïdjan.

L'Europe ne peut en aucune façon bénéficier du gaz de la mer caspienne sans un investissement énorme de 22 milliards de dollars pour développer Shah Deniz II dont 10 % des parts sont détenues par l'Iran. Shah Deniz II serait essentiel pour alimenter le pipeline Nabucco, si jamais il voit le jour. Nabucco contourne l'allié stratégique de l'Iran qu'est la Russie – il se trouve que cette dernière garde la mainmise sur l'approvisionnement en gaz de l'Europe, ce dont les Européens se plaignent constamment à Bruxelles.

Si l'Iran le bloque, l'affaire est enterrée. Nous avons donc une situation post-surréaliste du géant pétrolier britannique – avec BP implorant pour que les USA la dispensent de sanctions parce que la sécurité énergétique de l'Europe serait fragilisée. La Grande Bretagne qui se trouve aussi être un ennemi implacable du régime de Téhéran s'en remet cependant toujours à l'Iran pour «sauver» l'Europe des griffes de Gazprom. Un imbroglio total.

La City ne dort jamais

Le but du jeu en Iran sera toujours un changement de régime parce que ce que le rêve qui fait remuer la queue de Washington et de ses caniches européens est de mettre la main sur les fabuleuses réserves pétrolières (12,7 % des réserves mondiales) et sur les ressources en gaz de l'Iran. Et le fait est que ces ressources profitent de plus en plus au réseau qui vise à assurer la sécurité énergétique de l'Asie – et non à l'Occident.

Les énormes gisements d'Azadegan Nord et Sud – 23 milliards de barils – sont exploités par – qui d'autre? – la Chine et sont tous deux développés par la China National Petroleum Corporation qui prévoit d'investir 8,4 milliards de dollars dans les dix années à venir. Même chose pour le gisement de Yadavaran qui est développé par la China Petroleum & Chemical Corporation et qui dans quatre ans produira près de 200 000 barils par jour. Et tout ça, en omettant de seulement mentionner le plus grand gisement gazier au monde – South Pars dont l'Iran possède une grande partie au côté du Qatar.

Et puis il y a le front crucial du pétrodollar. Dominique Strauss-Kahn (DSK), peu avant sa démission force du poste de directeur général du Fonds Monétaire International à cause d'un scandale sexuel, insistait pour mettre un terme au rôle du dollar US en tant que monnaie de réserve internationale, proposant de le remplacer par les Droits de Tirage Spéciaux (DTS), la monnaie virtuelle du FMI à partir d'un panier qui inclut le dollar US, l'euro, le yen, le yuan et la livre sterling.

Ce qui est déjà en train de se produire, par d'autres moyens. Pour la gouverne de celui qui somnole à la barre de l'axe Washington/Bruxelles, la Chine et l'Inde contournent déjà les sanctions euro-américaines contre l'Iran.

Trois membres du BRICS (la Chine, l'Inde et la Russie) plus le Japon et l'Iran – un puissant mix des plus grands producteurs et consommateurs mondiaux d'énergie – sont déjà en train de commercer, ou sur le point de le faire, dans leurs propres monnaies. La Russie et l'Iran viennent de commencer à commercer en roubles et en rials. Toutes ces puissances ont des accords bilatéraux – qui vont inexorablement évoluer vers la multilatéralité; ce qui se traduit par un lent déclin du dollar en tant que monnaie de réserve au niveau mondial, avec les répercussions sismiques que cela implique.

C'est comme si un monde stupéfait était en train de regarder un rituel d'hara-kiri exécuté au ralenti par l'Occident sous la domination de Washington.

Il y a aussi le fruit prometteur en cette année du Dragon pie – les bourses monétaires internationales libellées en yuan à la City de Londres. Pékin le veut – et la City le veut aussi. Téhéran vend déjà du pétrole à Pékin en yuan. Pensez à l'Iran se servant de la bourse monétaire de Londres pour utiliser ses

yuan et ainsi continuer à accéder aux marchés mondiaux – peu importerait alors l’avalanche des sanctions ou l’embargo par l’US/USA.

A l’évidence, les acteurs de la City sont conscients que bourse de « libre échange » en yuan à Londres peut jouer à l’avantage de l’Iran ; mais à la différence de ces imbéciles de Bruxelles, les filous de la City savent que les affaires sont les affaires.

Source : Mounadil al Djazaïri

Pepe Escobar, [Asia Times](#)

25 janvier 2012

Traduit de l’anglais par Djazaïri

<http://mounadil.wordpress.com/...>

2-3 Joëlle Pénochet : « La Syrie est une tête de pont pour une agression contre l’Iran »

Entretien réalisé par Chérif Abdedaïm, [La Nouvelle République](#) du 14 janvier 2012

En dépit de la focalisation de l’actualité sur l’Iran, la Syrie demeure sujet à préoccupation de la part des observateurs. Ce pays rétif à l’instauration du Nouvel Ordre Mondial reste est « victime d’actes de terrorisme planifiés et organisés par des puissances étrangères ». Quelle part des services secrets occidentaux dans cette tentative de déstabilisation ? Instrumentalisation de l’OTAN par l’impérialisme US, bras armé de l’ONU ainsi que d’autres questions auxquelles Joëlle Penochet, journaliste, ethnologue et sociologue des mass-médias a répondu dans cet entretien accordé exclusivement à La Nouvelle République.

La NR/ Quelle est votre analyse de la situation en Syrie?

J.P/ Ce n’est pas Bachar el-Assad qui est visé, mais la Syrie en tant que pays laïc, nationaliste et indépendant, ennemi d’Israël et rétif à l’instauration du Nouvel Ordre Mondial. Après l’Iraq et la Libye, ce pays doit inéluctablement être détruit à son tour pour permettre la réalisation du vieux projet atlantiste de «*Grand Moyen Orient*». Par ailleurs, la Syrie est une tête de pont pour une agression contre l’Iran et la poursuite de l’encerclement de la Russie et de la Chine.

Après l’élimination du colonel Kadhafi, dans les conditions ignobles que l’on connaît, Bachar-el-Assad est le nouvel homme à abattre, l’Hitler du moment. L’agenda atlanto-sioniste (qui correspond à celui des néo-conservateurs du PNAC (*Projet pour un nouveau siècle américain*)) a pris du retard, et le rythme infernal de l’enchaînement des guerres contre les pays ciblés (annoncé par Bush dans le cadre d’une «*guerre de cent ans contre le terrorisme*») doit s’accélérer. La Syrie est depuis longtemps sur la liste étasunienne des «*Etats-Voyous*» dont le régime doit être renversé. L’ancien commandant en chef de l’OTAN, le général Wesley Clark, a rapporté en 2007 qu’un officier d’état-major de haut rang lui avait confié, quelques semaines après les attentats du 11 septembre, qu’une campagne militaire de cinq ans était programmée, pour des motifs inconnus, pour attaquer sept pays: l’Iraq, la Syrie, le Liban, le Libye l’Iran, la Somalie et le Soudan.

Concernant l’application de ce projet en Syrie, c’est le scénario libyen, à quelques détails près, qui est répété: la même propagande guerrière contre le régime et la diabolisation de son chef, les mêmes mercenaires et combattants professionnels étrangers lourdement armés déguisés en manifestants pacifiques, les mêmes faux-témoignages de «*victimes*», la création d’un «*Conseil national de transition*» (le 1er octobre à Istanbul) – un clone du CNT libyen -, et des sanctions économiques répétées pour asphyxier le pays.

Car, depuis la chute du mur de Berlin, c’est toujours le même schéma qui est utilisé pour lancer une guerre «*humanitaire*» (en Yougoslavie, en Iraq, en Libye...): on déclare que le dirigeant du pays ciblé «*massacre son propre peuple*», ensuite on fait des discours droits-de-l’hommes enflammés à l’ONU («*nous devons libérer le peuple de son tyran*»), on impose des sanctions économiques de plus en plus lourdes, on menace, on lance des ultimatums inacceptables. Simultanément, on prépare méthodiquement l’opinion publique internationale (que l’on doit émouvoir en lui racontant des histoires atroces préfabriquées – de bébés, de femmes et d’enfants torturés, massacrés par le régime...) à une intervention «*humanitaire*».

Actuellement, Washington et ses vassaux – en premier lieu la France – se disent «*mécontents*» des rapports des observateurs de la Ligue arabe, qui les a «*trahis*» en ne remplissant pas leur mission véritable qui était de confirmer la version de la Maison Blanche. Ils leur font le même reproche qu’au projet de résolution russe, celui de mettre sur le même plan les violences du régime et celles des

«contestataires». Les américains ont d'ores et déjà déclaré que, quelles soient les recommandations de la délégation des observateurs arabes, leur position resterait inchangée. On s'en serait douté! Mais Washington a oublié que la Syrie n'est pas la Libye. C'est un pays de 23 millions d'habitants, avec des moyens militaires plus importants, des forces militaires aguerries, et des alliances qui semblent plus sûres, du moins pour l'instant. Le pays est toujours en état de guerre larvée avec Israël depuis 1948 – avec l'épisode douloureux de la prise du Golan en 1967 (territoire qu'Afex el-Assad avait toujours essayé de récupérer) et la guerre de 1973 -, et en froid avec l'Égypte et la Jordanie qui ont signé des traités de paix avec Israël.

La Syrie étant alliée de l'Iran, du Hezbollah au Liban, et du Hamas à Gaza, pour contrer l'expansionnisme de l'état d'Israël, elle connaît des tentatives de déstabilisation récurrentes: rappelons-nous l'accusation de l'assassinat de Rafic Hariri en 2005, invalidée par la révélation que les chefs d'accusation reposaient totalement sur une série de faux-témoignages. Ce n'est pas à la Syrie que profitait cet assassinat...

Les puissances occidentales, par l'intermédiaire des dictatures théocratiques du Golfe et de la Turquie veulent en finir avec ce pays comme ils l'ont fait de Iraq et de la Libye. On peut malheureusement redouter qu'il ne s'agisse que d'une question de temps, car Washington est déterminé à appliquer son agenda quoi qu'il en coûte, quitte à provoquer l'embrasement de la région entière et le déclenchement d'une troisième guerre mondiale, avec l'utilisation d'armes thermonucléaires.

Une nouvelle fois, il ne s'agit en aucun cas d'une révolte populaire, comme les media mainstream, aux mains des banksters et des multinationales de l'armement, veulent le faire accroire. Le gouvernement syrien est victime d'actes de terrorisme planifiés et organisés par des puissances étrangères pour le renverser. On assiste depuis le début des événements à une militarisation impressionnante de la soi-disant «contestation», et à son escalade sans fin: attaques à l'arme lourde contre les forces armées gouvernementales et les bâtiments publics, tirs de snipers sur les policiers, les manifestants et la population, enlèvements et assassinats de fonctionnaires et de civils qui refusent d'obéir au diktat des bandes armées.

Le niveau d'agression a monté d'un cran avec des sabotages d'infrastructures du pays, comme celui d'un pipe-line approvisionnant l'une des principales centrales électriques, revendiquée par l'Armée syrienne libre (ASL, la branche armée du CNS). Et maintenant l'escalade se poursuit avec des attentats, qui risquent de se multiplier. Ceux de Damas, qui ont fait 44 morts et 166 blessés graves à Damas à la veille de Noël, revendiqués par les Frères musulmans, ont été cyniquement attribués au régime par l'opposition et les puissances occidentales! Le 6 janvier, une nouvelle explosion à la voiture piégée a fait des dizaines de morts et de blessés. Plusieurs milliers de personnes, dont plus de deux mille soldats et membres des forces de sécurité, auraient déjà été tuées par les terroristes depuis l'apparition des troubles.

A l'instar des «rebelles» libyens, qui n'ont jamais existé que sur les écrans de télévision et les photos de presse, les bandes armées qui opèrent en Syrie sont des mercenaires et des terroristes islamistes armés de matériels lourds et sophistiqués par des puissances étrangères et l'OTAN : fusils de chasse, antichars, lance-roquettes, roquettes antiaériennes, mortiers, mitrailleuses lourdes, équipement électronique, lunettes laser...).

Ces gangs instillent un climat de terreur dans la population, menaçant de mort ou exécutant froidement ceux qui refusent de participer à leurs manifestations, ou à leur grève générale. Ces méthodes terroristes ressemblent étrangement à celles du GIA en Algérie dans les années 90', dont on peut se demander, avec le recul du temps, pour qui il roulaient vraiment... Le gros des troupes de «l'Armée syrienne libre» (ASL) serait composé d'éléments étrangers, principalement des terroristes islamistes armés par le Qatar, monarchie théocratique richissime. Après avoir servi de base à l'état-major américain pour ses opérations en Irak, il avait envoyé cinq mille combattants professionnels en Libye. L'ASL est dirigée par Abdelhakim Belhaj, chef historique d'Al Qaida en Libye déjà sacré gouverneur militaire de Tripoli par l'OTAN.

C'est pourquoi la population syrienne est en quasi-totalité derrière son président pour contrer l'agression étrangère (les grandes manifestations de soutien au régime n'ont jamais cessé depuis le début – rassemblant plus d'un million de personnes, à Damas et à Alep) et qu'elle ne cesse de réclamer plus de protection de la part de l'armée et de la police. Même les opposants, qui critiquaient la lenteur des autorités à réformer le pays pour éradiquer la corruption et instaurer plus de libertés et de justice sociale, soutiennent activement le régime pour contrer à tout prix une agression étrangère. Les réformes

entamées par Bachar el Assad dès son entrée en fonction ont pris d'autant plus de retard qu'après avoir été freiné par la vieille garde de son père Afez, il a du faire face à des menaces extérieures et que le pays est l'objet de sanctions économiques du plus en plus dures.

Les minorités religieuses ont particulièrement menacées par les terroristes islamistes. Grâce au régime laïc, quarante-cinq communautés avaient jusqu'à présent coexisté en harmonie en Syrie: les Chrétiens – qui représentent 15% de la population –, les Druzes, les Kurdes, les Chiites et les Alaouites. Ces minorités soutiennent leur président et craignent l'instauration d'un régime religieux dont les persécutions les contraindraient à l'exil. Deux millions de réfugiés irakiens et près d'un demi million de Palestiniens ont été accueillis généreusement par la Syrie, où ils ont les mêmes droits que les citoyens syriens. Provoquer et attiser les violences inter-confessionnelles ou inter-ethniques est un moyen classique pour instaurer le chaos, provoquer des guerres civiles, et imposer ensuite un nouvel ordre. En revanche, il n'est jamais question de Résolution de l'ONU contre les dictatures sanguinaires amies de l'Occident comme l'Arabie saoudite, théocratie obscurantiste qui a massacré des milliers de manifestants au Barhein depuis le début de 2011. En Iraq, les nouveaux «dirigeants» font tirer à balles réelles sur les rassemblements – faisant à chaque fois des dizaines de morts et de blessés, et ont assassiné un journaliste co-organisateur des «Jours de la colère» contre le régime. Tout cela, dans le silence assourdissant de la dite «communauté internationale».

Ces préparatifs de guerre se déroulent honteusement avec le soutien de l'opinion publique occidentale, façonnée par la propagande des media mainstream. Les slogans (en anglais, donc à destination de l'étranger) sont conçus par des officines américaines spécialisées. Les accusations les plus grotesques ont été lancées contre Bachar el-Assad: enfants torturés, blogueuse lesbienne persécutée et prise en otage (en réalité un étudiant américain émettant d'Ecosse...). Sachant que la guerre de l'information se déroule maintenant sur l'Internet, les rejets électroniques des media mainstream (comme le Post et Rue89 en France) se répandent en faux témoignages de soi-disant victimes (dont les noms ne sont jamais cités et dont les photos sont floutées...).

Ces accusations odieuses sont basées sur de faux documents audio-visuels provenant généralement d'Al-Jazira et Al-Arabiya (les Voix de son Maître de l'OTAN et du Pentagone). Ces media prennent aussi leurs «informations» – relayées sans vérification – auprès «d'ONG» basées dans des pays occidentaux (Londres-Paris-Washington), financées paradoxalement par des organisations para-gouvernementales! C'est le cas d'Amnesty International, dont l'antenne américaine est dirigée par une assistante d'Hillary Clinton.

Mais la première source des médias mainstream est l'obscur «*Observatoire syrien des Droits de l'Homme*» (OSDH), basé à Londres et membre du CNS aux mains des Frères musulmans (les plus radicaux de la région), dont le but est l'instauration d'une république islamique. Son porte-parole, en exil en Turquie, s'exprimant au nom du «*peuple syrien*» réclame depuis des mois une «*intervention extérieure*».

En vue d'obtenir le feu vert pour déclencher l'agression, les Etats-Unis ont même fait pondre au *Conseil des Droits de l'Homme* de l'ONU un rapport *sur mesure*, totalement bidon sur les «*crimes syriens contre l'humanité*». Fabriqué entièrement «en chambre» à Genève, il est basé uniquement sur les pseudo «témoignages» de 223 «déserteurs» et «victimes» dont, bien sûr, l'identité ne peut être révélée! En outre, il a été co-écrit par la directrice d'un *Think-Thank* de Washington (le *Middle East Policy Council*), qui inclut des représentants du gouvernement, de l'armée américaine, de la chambre de commerce américano-qatarie (comprenant Chevron, Exxon, Raytheon et Boeing) et agents de la CIA. Comme attendu par la secrétaire d'Etat Hillary Clinton, ses conclusions préconisent une intervention militaire. Ce «rapport» a permis au *Conseil des Droits de l'Homme* de l'ONU d'adopter une résolution condamnant «*les violations des droits de l'Homme et des libertés fondamentales* » en Syrie. La menace d'une "guerre civile" pourrait justifier une intervention militaire «humanitaire».

Bachar-el-Assad n'a rien d'un dictateur. C'est un médecin formé à Londres qui n'avait aucune ambition de devenir président. Il a été élu par référendum en 2000 et la population – même ses opposants-, est plus que jamais massivement derrière lui. Les forces militaires qu'il déploie – bien insuffisantes au demeurant – pour tenter de contenir cette insurrection armée de grande ampleur, font face à des escadrons de la mort redoutables entraînés par des forces spéciales américaines, françaises et israéliennes en Turquie et au Liban Nord. Le président a regretté publiquement des bavures – attribuées au fait que

les forces de l'ordre étaient exaspérées par des assassinats massifs de leurs membres par des «insurgés» armés alors qu'eux-mêmes n'avaient pas le droit de tirer.

De nombreux soldats ont été atrocement torturés et mutilés avant d'être jetés d'un pont, comme le montrent des vidéos de témoins directs.

Tout est fait pour isoler la Syrie sur la scène internationale. La décision obtenue le 25 novembre de la Ligue arabe, dominée par l'Arabie Saoudite et autres suppôts des Etats-Unis, de suspendre la Syrie, pays fondateur de l'organisation – et dernier état arabe à s'opposer à Israël – avait pour objectif d'assurer une couverture arabe à l'agression.

Cette fois, c'est la Turquie, membre de l'OTAN et alliée d'Israël, qui tient le rôle de paravent pour les Etats-Unis que la France avait joué en Libye. En effet, ruinés et en campagne électorale (l'opinion publique américaine étant défavorable aux opérations extérieures – c'était le sens du vote à la présidentielle de 2008), les Etats-Unis ne peuvent plus se permettre d'apparaître au premier plan, mais orchestrent toute l'opération en coulisses.

Par ailleurs, on remarquera que les nouvelles guerres sont déclenchées avec l'assentiment quasi-unanime de l'opinion publique occidentale. La démobilisation des anti-guerre ne s'explique pas totalement par le découragement qui a gagné les participants aux grandes manifestations de 2002-2005 contre la guerre en Iraq (qui ont rassemblé plus de 10 millions de personnes dans le monde, et à plusieurs reprises plus d'un demi-million de personnes à New-York, Washington et à Londres). La fièvre de la guerre humanitaire a contaminé les milieux traditionnellement anti-guerre, comme en France, la «Gauche de la gauche» et les «écologistes» – révélant ainsi la véritable nature de ces mouvances très médiatisées-, et aux Etats-Unis les «libéraux», depuis que le milliardaire Georges Soros (l'inventeur génial des «révolutions colorées») a mis la main sur le mouvement pacifiste en 2004 pour canaliser ses énergies derrière le candidat belliciste démocrate (à l'aide de slogans aussi fédérateurs que «*Anybody but Bush*»), en lui faisant prendre des vessies pour des lanternes.

La NR/ Dans la guerre libyenne, certains observateurs ont souligné le rôle des services secrets occidentaux dans la préparation de l'insurrection ; assisterait-on au même scénario en Syrie ?

Ce type d'opération de déstabilisation ne peut pas se réaliser sans une longue préparation. Les services secrets occidentaux et israéliens fomentent la déstabilisation de la Syrie depuis des années. Des agents de la DGSE (les renseignements français) sont basés au Nord du Liban et en Turquie. On sait que les Frères musulmans, qui dominent le CNS, ont des liens étroits avec les services anglais (MI6) et la CIA depuis des décennies. Les mouvements islamistes ont souvent été manipulés par les puissances occidentales pour contrer le nationalisme arabe (par exemple le nassérisme dans les années 50'). Les mercenaires étrangers (saoudiens, qatari, libanais...) sont armés, formés et financés par les mêmes services, et le Mossad, l'Arabie Saoudite, la Turquie, le Liban et la Jordanie.

La NR/ Certains pensent qu'une guerre contre la Syrie aurait de lourdes conséquences sur la région. A quelle configuration géopolitique pourrait-on s'attendre dans ce cas ?

C'est un scénario à la Yougoslave qui se dessine. On essaie de déclencher une guerre civile pour créer des divisions ethniques, politiques et religieuses menant à l'éclatement du pays. Déjà dans l'ex-fédération yougoslave, en Bosnie et au Kosovo, l'objectif avait été atteint grâce à la création d'organisations paramilitaires armées (comme l'UCK) similaires à l'ASL. La propagande mensongère (faux-charnier de Timisoara, faux massacre de Raçac, faux camp de concentration..) voulait démontrer que le gouvernement de Belgrade avait commis des crimes atroces, afin de pouvoir justifier une «guerre humanitaire». Là aussi, on avait utilisé des groupes islamistes, et créé par la suite, en toute illégalité, un état sur des bases ethniques et confessionnelles, le Kosovo (où les rares Serbes et Chrétiens qui n'ont pas fui sont toujours persécutés).

Mais la Syrie n'est une étape de plus après la Libye dans le plan de remodelage de la région programmé par l'axe atlanto-sioniste, qui passe ensuite par l'Iran. Il faut éliminer tous les régimes encore récalcitrants au Nouvel ordre mondial, et les partitionner les pays à l'instar de la Yougoslavie ou du Soudan (en 2011), sur des bases ethniques et/ou confessionnelles.

La NR/ La Russie et la Chine ont opposé leur veto à cette campagne anti-syrienne. Sauront-ils

résister face à l'axe américano-occidental ? Et pour combien de temps ?

Les dirigeants chinois et russes portent une part de responsabilité dans les massacres du peuple libyen et la chute du régime. Saurons-nous jamais à la suite de quels marchandages sordides ils en sont arrivés là? L'intervention militaire en Syrie, qui avait été planifiée pour la mi-novembre 2011, a été stoppée in extremis le 5 octobre par les véto russe et chinois au Conseil de sécurité. Exaspérée par cette résistance inattendue, les puissances impérialistes ont décidé d'intensifier leur campagne de propagande de guerre et les provocations meurtrières sur le terrain. Les media multiplient les calomnies odieuses contre le régime, et diffusent quotidiennement des bilans des morts fantaisistes de plus en plus lourds. Tout cela pour préparer les opinions publiques à une nouvelle bonne guerre humanitaire qui réduirait le pays en cendres et ferait des dizaines de milliers de morts.

La Chine, qui a dénoncé l'instrumentalisation du rapport du Conseil des Droits de l'Homme pour forcer le Conseil de sécurité à voter une Résolution, a tout de même reconnu le CNS et appelé à deux reprises le régime syrien à «*respecter et répondre aux aspirations et aux revendications légitimes du peuple*». La Russie a jugé le rapport Pillay «*inacceptable*», mais elle a finalement opéré un recul tactique en proposant une Résolution au Conseil le 5 décembre. Il semble évident que la nouvelle tentative de déstabilisation de la Russie à l'occasion des récentes élections est liée à sa position, même si elle a été infléchie (les media évoquent même aujourd'hui un «*Printemps Russe*»!). Se retrouvant isolée, et étant dépendante des ressources pétrolières de la région, elle doit assurer ses arrières. Le 8 janvier, une flotte russe comprenant des navires de guerre, des sous-marins, des avions de combat, des hélicoptères et plusieurs systèmes de missiles anti-aériens a accosté en rade de Tartous, la seule base dont disposerait la Russie en Méditerranée.

La Syrie offrant plus de résistance que prévu, et les premiers rapports de la Ligue arabe n'étant pas à la mesure des espérances des puissances occidentales, désignent de nouveau à la vindicte publique l'adversaire principal dans la région, l'Iran, le plus gros morceau. Pour l'instant, la Syrie ne fait plus la une des media, même avec les attentats odieux qui ont frappé Damas. Mais les exactions des terroristes continuent de s'amplifier, avec cette fois des attentats à répétition.

La NR/ Vous êtes de ceux qui pensent que le « printemps arabe » lui-même était une opération américaine, une nouvelle « révolution de couleur » ; pouvez-vous explicitez ?

Le renversement des potentats corrompus régnant en Egypte et en Tunisie était espérée depuis longtemps. Mais les multiples révoltes de la faim et les manifestations contre la politique étrangère de ces marionnettes (notamment contre leur alliance tacite avec Israël) avaient toujours été jusqu'à présent matées dans le sang sans que la «communauté internationale» s'en émeuve. La situation en Egypte et en Tunisie, pays rongés par la corruption et en proie à un taux de chômage extrêmement élevé, est très différente de celles de la Libye et de la Syrie. La Tunisie compte 800.000 sans-emploi et un taux de chômage de 30% dans certaines régions (contre 8% en Syrie, et une quasi-inexistence en Libye, grâce au système social mis en place par Mouammar Khadafi). Les soi-disant «Révolutions» arabes louangées par les occidentaux n'ont abouti qu'à la mise en place de régimes islamistes et d'un gouvernement militaire qui continue de réprimer la population.

Beaucoup trop d'indices semblent indiquer que ce dénommé «printemps» n'était pas aussi spontané qu'il a été décrit. Le matériel standardisé, comme les nouveaux drapeaux et les pancartes, fabriqués à grande échelle et distribués aux manifestants, les slogans en anglais, sont également le signe d'une main extérieure, de même que les noms donnés à ces révoltes, baptisées abusivement «Révolutions», comme la «*Révolution du Jasmin*» tunisienne, après les révolutions «Orange» (en Ukraine), «des Roses» (en Géorgie), Verte, Pourpre, etc. Tout cela a un air de «déjà vu». Tout est bien trop ordonné pour être spontané...

Le nom même de «*printemps*» était réapparu en 1967 en Tchécoslovaquie (avec le «*printemps de Prague*»), au moment où son nouveau dirigeant, Dubcek, s'était rapproché de l'Ouest, provoquant l'ire de l'URSS et l'invasion du pays par les troupes soviétiques l'année suivante.

La NR/ Quels enjeux, pour Washington, présentent ces guerres menées par procuration via l'OTAN, notamment dans le monde arabe et en Afrique ; comment voyez-vous la nouvelle répartition des rôles dans ce nouvel ordre mondial ? Quel rôle pourrait jouer Israël dans cette éventuelle redistribution des rôles ?

Une fois débarrassé des régimes qui le gênaient, l'axe atlanto-sioniste pourrait remodeler le Moyen Orient à sa guise. Israël pourrait élargir ses frontières à l'intérieur de l'actuelle Syrie, de l'Iraq et du Liban. La politique d'Israël est une politique d'extension sans limites du pays et de son influence à travers le monde. Sa soif d'extension et de domination mégalomane est inextinguible, et elle peut donner libre cours à la réalisation de tous ses phantasmes, étant assurée que tous ses crimes passés et à venir resteront à jamais impunis. Israël contrôle aujourd'hui pratiquement tous les media occidentaux mainstream, et nombre de gouvernements. Il est impossible à un candidat aux présidentielles américaines d'être élu sans son soutien. Le même phénomène semble s'être étendu à la France où, aujourd'hui, même la candidate du Front National en campagne semble rechercher l'appui d'Israël. Si le plan occidental réussissait, Israël serait reconnue par les nouveaux dirigeants mis en place par les Etats-Unis. Les nouveaux gouvernements fantoches (comme ceux d'Iraq, d'Afghanistan, et de Côte d'Ivoire...) permettraient également aux grandes multinationales américaines (notamment les géants du pétrole, du bâtiment et de l'agroalimentaire) de s'implanter dans les pays recolonisés.

La NR/ Certains pensent que la guerre de l'OTAN contre la Libye est dirigée contre la Chine notamment pour l'accès aux ressources énergétiques, d'autres avancent qu'elle est dirigée contre l'Afrique, qu'en pensez-vous ?

A la fois contre les deux en réalité. Les Etats-Unis sont en concurrence avec la Chine pour le contrôle des ressources énergétiques. Ils ne peuvent tolérer que la Chine cherche à s'approprier les champs pétroliers les plus riches connus, alors qu'il est prévu que l'économie américaine sera supplantée par celle de la Chine dans les cinq ans à venir. Ils n'avaient pas pardonné à Kadhafi d'avoir refusé, en 2008, de rejoindre l'*AfriCom*, le commandement régional créé par le Pentagone pour contrer la pénétration de la Chine en Afrique. Il faut savoir que le tiers des importations de pétrole de la Chine provient du continent africain.

Et, en même temps, il faut éviter qu'un nouveau continent (de surcroît le plus riche!) puisse sortir du sous-développement: il faut maintenir l'Afrique la tête sous l'eau pour éviter qu'elle devienne une puissance émergente. Le colonel Kadhafi, symbole de la lutte anti-impérialiste en Afrique parce qu'il avait toujours œuvré pour le développement et l'indépendance du continent, devait être éliminé. Il avait financé le satellite RASCOM, qui a permis à l'Afrique de sortir de la dépendance des multinationales occidentales en matière de télécommunications. Il était sur le point de lancer une monnaie basée sur l'Or, travaillait à nouveaux projets panafricains, dont les États-Unis d'Afrique et une Organisation du Traité de l'Atlantique Sud. Les puissances impérialistes ne pouvaient le tolérer. L'Afrique est un continent extrêmement riche en matières premières indispensables aux pays développés: pétrole, gaz naturel, minerais rares utilisés pour les nouvelles technologies... La carte des conflits en Afrique se superpose avec celle des richesses de son sous-sol.

C'est pourquoi les pays africains les mieux dotés en matière premières sont voués à la famine et à des guerres civiles programmées de l'extérieur. On pourrait dire que plus un pays est riche, plus il va s'enfoncer dans le sous-développement, car les puissances étrangères ne peuvent piller un pays que s'il est faible et dépendant des «aides» extérieures (du FMI, de la Banque mondiale...) qui l'étranglent, avec des «dirigeants» installés par ses soins. Ce n'était le cas ni de l'Iraq ni de la Libye, comme ce n'est pas le cas de l'Iran ni du Venezuela – également sur la liste noire des Etats-Unis depuis l'élection d'Hugo Chavez à sa tête.

La NR/ Selon ses statuts, l'OTAN est un pacte défensif dont l'objectif consiste dans l'aide mutuelle en cas d'attaque d'un de ses membres. Elle n'est absolument pas habilitée à intervenir hors de son territoire, dans des pays non membres. Or, on constate aujourd'hui qu'elle est instrumentalisée. Elle est devenue une force de frappe militaire de l'ONU pour renverser des gouvernements de part le monde. Comment expliquer ce revirement ?

L'OTAN n'est qu'un instrument au service de l'impérialisme US, le bras armé de l'ONU. C'est en prévision des nouvelles guerres américaines programmées de longue date que Sarkozy, l'agent américain, a fait revenir en 2009 la France dans le commandement intégré de l'OTAN duquel le général de Gaulle l'avait fait sortir en 1966. Comme G.W. Bush, Obama – le nègre blanc -, ne fait que suivre la feuille de route.

L'OTAN, qui aurait logiquement dû disparaître à la fin de la guerre froide, s'est au contraire notablement renforcée depuis, avec notamment l'adhésion des anciens pays de l'Est. C'est à l'OTAN

qu'Obama, prix Nobel de la Paix, a transféré sa guerre contre la Libye lorsque les pays qui lui servaient de paravent se sont trouvés en difficulté. Toujours en contradiction avec sa Charte, L'OTAN participe aussi à des guerres d'occupation et mène avec la CIA des opérations criminelles.

L'accord entre l'OTAN et l'ONU, alliance militaire pourvue d'armes nucléaires, est incompatible avec la Charte de l'ONU, qui exige que les conflits soient résolus pacifiquement. L'OTAN n'est plus qu'un instrument des États Unis pour mettre en œuvre le plan concocté par les néoconservateurs dans les années 90' (le PNAC) dans le cadre de l'instauration d'un Nouvel Ordre mondial.

Peut-on distinguer les interventions de l'ONU de celles de l'OTAN, si trois des cinq membres permanents du Conseil de sécurité sont aussi membres de l'OTAN? Comment les violations du droit commises par l'OTAN pourraient-elles être poursuivies par les tribunaux internationaux?

La NR/ Actuellement, on assiste à une dépravation de l'application du droit international de la part du Conseil de sécurité, comme on l'a constaté notamment en Libye, avec la malversation de la résolution 1973. Quelle crédibilité pourrait avoir l'ONU dont la Charte a été détournée de sa vocation première ?

C'est une vaste fumisterie pour donner l'illusion que le droit international serait respecté, alors qu'il n'y a qu'un seul droit qui régit notre monde, la loi de la jungle.

Certes, la résolution 1973 a été violée, mais elle avait été conçue et votée justement dans le but de pouvoir l'être. C'était un cheval de Troie en vue d'une escalade militaire pour faire tomber le régime. Au demeurant, elle n'avait pas lieu d'être, puisqu'il avait été prouvé rapidement que le Guide libyen n'avait jamais fait bombarder son peuple ni fait tirer sur lui. La Résolution a été votée sans qu'aucune enquête soit diligentée pour vérifier les faits allégués.

Combien de guerres d'agression ont été menées avec ou sans l'aval de l'ONU ? En 2003, les Etats Unis et la Grande-Bretagne ont violé le droit international en attaquant l'Iraq sans résolution du conseil, parce que la France avait prévenu qu'elle utiliserait son droit de veto. Nous avons le précédent de l'attaque de la Yougoslavie, qui avait pour but l'implantation de bases américaines en Europe de l'Est comme nouvelle étape de l'encerclement de la Russie, et contrôle de l'acheminement des produits pétroliers... Israël avait elle obtenu un mandat de l'ONU avant d'attaquer le Liban en 2006 et la bande de Gaza en 2009 ? A-t-elle été poursuivie pour violation du droit international et pour crimes contre l'Humanité? Le Conseil de sécurité et le secrétariat de l'ONU sont devenus depuis la chute du mur de Berlin (qui avait le mérite au moins de maintenir «l'équilibre de la terreur») sont les premiers responsables des catastrophes humanitaires. Ainsi, l'embargo contre l'Iraq décrété en 1990 (et jamais levé jusqu'à 2003 malgré le respect de ses clauses) a causé 1.500.000 morts, dont un demi-million d'enfants. Pour protester, quelques honnêtes hauts-fonctionnaires de l'ONU avaient préféré démissionner plutôt que de rester complices de ce génocide à petit feu, comme deux coordinateurs des opérations humanitaires en Irak successifs (Dennis Halliday en 1998 et Hans Christof von Sponeck en 2000), suivis par la responsable du Programme alimentaire mondial (PAM).

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les Etats-Unis ont attaqué plus de cinquante pays en totale impunité. Sans compter tous les coups d'Etat organisés à travers le monde pour renverser les dirigeants gênants... Et Israël a été condamnée plus de deux cent cinquante fois par des résolutions de l'ONU, mais n'a jamais été sanctionnée. Le sionisme a été stigmatisé comme «une forme de racisme» par l'ONU en 1975, mais cela n'a pas empêché la construction d'un mur de l'Apartheid aussi ignoble que le mur de Berlin sans que la « communauté internationale» s'en émeuve.

Les dirigeants de tous ces pays-voyous (qui possèdent tous l'arme nucléaire) ont-ils été jugés et condamnés par un tribunal international? Leur a-t-on envoyé les troupes de l'OTAN pour les mater? Par contre, les dirigeants vaincus des pays attaqués et vaincus sont jugés par des tribunaux fantoches et sont condamnés à mort après un simulacre de jugement (Saddam Hussein, Tarek Aziz, et bientôt Saïf Al Islam Kadhafi), sont laissés mourir à petit feu (Milosevic), quand ils ne sont pas tout simplement lynchés, comme Mouammar Kadhafi, sans que personne n'y trouve à redire. Dans quel monde vivons-nous ?

(On pourra noter au passage que les «grandes» démocraties où la peine de mort a été abolie se réjouissent des exécutions sommaires de dirigeants extra-occidentaux, et acceptent d'être responsables ou complices de millions de morts aux cours des guerres d'agressions. Ceci est pour le moins grotesque...).

Par ailleurs, l'ONU n'est jamais intervenue lorsque des dirigeants démocratiquement élus ont été assassinés ou chassés par les Etats-Unis : Mossadegh en Iran en 1953, Allende au Chili en 1973, Manuel Zelaya au Honduras en 2009 pour n'en citer que quelques uns... Les dictateurs sanguinaires qu'on leur a substitués n'ont jamais été jugés pour crimes de guerres ou crimes contre l'Humanité devant un tribunal international comme ils auraient dû l'être selon les lois en vigueur. Le général Pinochet est mort tranquillement chez lui, et les généraux argentins n'ont pas été inquiétés malgré toutes les manifestations de familles de dizaines de milliers de « disparus ».

Tous les dirigeants africains intègres qui ont tenté de développer leur pays et d'échapper au Diktat des néo-colonisateurs ont été assassinés (Thomas Sankara au Burkina Faso, Patrice Lumumba au Congo...)... Et le président de la Côte d'Ivoire, Laurent Gbagbo, aussitôt après avoir démocratiquement réélu en 2011, a été kidnappé et chassé par la France au profit d'Alexandre Ouattara, la marionnette sanguinaire du FMI. C'est le vainqueur des élections qui se retrouve maintenant devant le tribunal international de La Haye! C'est vraiment le monde à l'envers! Un exemple de plus qui démontre que l'ONU n'est qu'un instrument au service de l'Occident et de ses sbires.

Il nous faut donc nous demander si le monde serait différent en l'absence de cet organisme dévoyé et corrompu, au service exclusif des gendarmes du monde.

En effet, depuis sa fondation, l'Organisation des Nations Unies s'est avérée inefficace pour maintenir la paix et n'a jamais empêché ses membres les plus influents de contourner ses mécanismes pour mener des opérations unilatérales. Les secrétaires généraux du «machin», comme l'appelait si bien le général de Gaulle, sont tous des marionnettes des USA, comme Ban Ki-Moon, après Koffi Annan et bien d'autres. C'est un organisme de convenance, un paravent créé pour servir les intérêts des Etats-Unis et ceux de leurs valets tout en faisant croire à une justice internationale. Point final.

Ainsi, le Tribunal pénal international (TPI) de La Haye n'a jamais eu à juger les responsables des Etats-Unis et de ses alliés, qui ont commis des massacres à très grande échelle, et utilisé des armes nucléaires et chimiques, que ce soit au Vietnam (avec l'agent Orange), en Iraq, en ex-Yougoslavie, en Palestine, au Liban, en Libye (avec les armes à l'uranium appauvri, au phosphore, au napalm «amélioré»...). Le président Clinton a été inquiété dans son pays pour des délits sexuels, mais il ne sera jamais jugé pour l'assassinat de centaines de milliers d'Iraqiens (pas plus que son acolyte, le prix Nobel de la Paix, Al Gore). De même que Richard Nixon fût chassé pour des écoutes téléphoniques, et non pour ses crimes de guerre. En récompense des atrocités dont il était responsable au Vietnam ou au Chili, son secrétaire d'Etat Henry Kissinger avait lui-aussi reçu le Prix Nobel de la Paix! Ajoutons que les Etats-Unis ont refusé de ratifier le traité instituant la Cour pénale internationale (CPI), afin d'éviter tout jugement à ses dirigeants politiques et militaires.

Les agences spécialisées de l'ONU sont pour la plupart tout aussi inefficaces et dévoyées. Ainsi, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), assujettie à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) par un accord de 1959, n'a pas le droit de reconnaître officiellement la nocivité de l'uranium appauvri, substance à la fois hautement chimiotoxique et radioactive utilisée dans toute la panoplie des armes depuis plus de vingt ans et de façon de plus en plus intensive. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) ignore ce très grave problème de pollution de l'environnement. Irréversible, il condamne les populations victimes des bombardements à vivre dans un environnement de plus en plus radioactif, et va induire la mort de centaines de milliers, voire de millions de personnes sur plusieurs siècles, et la destruction du génome... L'ONU s'en est-elle souciee ? En Iraq, plus de trois millions de personnes ont déjà été tués depuis vingt ans par les Etats-Unis et ses laquais. Mais on ne pourra jamais inclure parmi les victimes le nombre de morts différées dues à cette substance diabolique. Certains traités, comme celui de non-prolifération nucléaire (TPN), sont instrumentalisés pour assurer la domination des uns, et menacer d'extermination les autres. Notons qu'Israël, qui posséderait aujourd'hui plus de trois-cents têtes nucléaires, a pu développer en toute illégalité son programme, sans avoir signé le traité de non-prolifération (à l'inverse de l'Iran) et sans que ses installations soient jamais inspectées. (Sans compter toutes les autres armes de destruction de masse qu'elle développe en secret). Cette situation n'a jamais été sanctionnée par l'Organisation censée garantir la Paix entre les nations...

Pourtant cet état hors-la-loi ose menacer sans vergogne un pays voisin, l'Iran, d'annihilation.

La NR/ N'est-il pas temps de réformer cette Organisation qui, malheureusement, n'est plus en mesure de remplir la mission essentielle pour laquelle elle a été créée, c'est-à-dire garantir la paix ; alors qu'on en est arrivé au point où l'on mène des guerres d'agression en son nom ? Si oui,

comment ?

Une réforme radicale de l'ONU s'impose pour la soustraire au contrôle des USA, mais c'est un vœu pieux. Il faut d'abord se poser la question: a-t-elle jamais garanti la paix? Sa mission a été dévoyée depuis le début de son existence. Elle a pour mission fondatrice la paix internationale, mais elle n'a jamais, à ma connaissance, empêché les guerres (Cf. Vietnam, Yougoslavie, Iraq...). L'ONU n'a jamais été plus efficace que la Société des nations (SDN,) fondée après la guerre de 14-18, qu'elle a remplacée après la deuxième guerre mondiale.

Bien au contraire, elle a favorisé les guerres d'agression et les coups d'état menés par les Etats-Unis et ses laquais pour renverser des présidents élus démocratiquement – mais qui n'avaient pas l'heur de plaire aux gendarmes du monde -, et les remplacer par des dictateurs sanguinaires à leur botte.

Depuis 1945, et surtout depuis 1989 et 2001, les violations du droit international par les plus puissants se sont intensifiées à l'envi. Nombre de populations (pas seulement dans le Tiers-Monde) se voient privées de leurs droits fondamentaux (à l'alimentation, à la santé, à l'habitat, à la culture, au travail, à un environnement sain et à la liberté d'opinion), et peuvent être victimes d'agressions militaires si leurs ressources naturelles sont convoitées.

Qui pourrait se charger de réformer l'ONU? Ceux qui sont aux commandes aujourd'hui et qui ont dévoyé sa mission originelle à leur profit en bafouant en permanence sa Charte? Il s'agirait d'abord de faire respecter le droit international qu'elle a elle-même fondé! Il y aura certainement un replâtrage censé donner plus de représentativité aux pays du Sud émergents (Inde, Brésil...) au sein du conseil de sécurité, et permettant d'éviter les blocages comme celui qu'on connaît actuellement pour la Syrie.

Entretien réalisé par Chérif Abdedaïm,

[La Nouvelle République](#) du 14 janvier 2012

Joëlle Pénochet

Le 17 janvier 2012

[Mondialisation.ca](#),

[La Nouvelle République \(Algérie\)](#)

2-4 La Géorgie, base arrière américaine pour une attaque contre l'Iran ?

Le président géorgien Mikheïl Saakachvili a effectué le 30 janvier sa première visite officielle à Washington. Du fait de sa situation géographique et grâce à l'orientation fortement pro-Otan du régime actuel – qui rêve d'intégrer l'organisation occidentale –, la Géorgie pourrait aider Washington contre Téhéran.

Le 30 janvier, le président géorgien Mikheïl Saakachvili a été reçu par son homologue américain Barack Obama dans le Bureau Oval de la Maison Blanche, à Washington. Une première, car *"en dehors des rencontres de travail dans les couloirs de différents sommets internationaux, c'est la première visite officielle de Saakachvili aux Etats-Unis"*, observe le site caucasien *Vesti Kavkaza*.

A l'ordre du jour officiel se trouvait le prochain sommet de l'OTAN à Chicago, où la Géorgie espère enfin obtenir la "feuille de route" pour entrer dans l'Alliance atlantique, et la participation très active de Tbilissi dans la coalition internationale en Afghanistan (où 1600 - et bientôt 1700 - soldats géorgiens sont présents sur le terrain, le plus gros contingent parmi les pays non membres de l'OTAN).

Cependant, selon des experts, les discussions ont vraisemblablement aussi - et surtout - porté sur la participation de Tbilissi à une possible opération militaire contre l'Iran. Le site d'informations en ligne russe *Vzgliad* soupçonne Saakachvili de vouloir *"proposer le territoire géorgien en cas d'escalade avec Téhéran, justifiant ce pas par le souci de protéger la Géorgie contre 'la menace militaire' russe"*.

L'expert indépendant géorgien Guiorgui Nodia tempère : *"Le voyage du président géorgien est en lien avec le renforcement de la coopération américano-géorgienne dans le domaine sécuritaire, notamment à cause de ce qui se passe autour de l'Iran. On peut supposer qu'en cas d'un affrontement avec l'Iran, la Géorgie soutiendrait les Etats-Unis plus activement que la Turquie ou les autres voisins de Téhéran"*, explique un autre expert de renom, Paata Zakaréichvili.

Alors, Saakachvili a-t-il "*trouvé une utilité à la Géorgie ?*", selon l'expression ironique du quotidien moscovite *Kommersant*. "*D'aucuns pensent que [le 30 janvier] les deux présidents allaient s'accorder sur l'utilisation de l'espace aérien de la Géorgie*", analyse l'hebdomadaire de Tbilissi *Kviris Palitra*. Aux dires de certains observateurs et opposants géorgiens, c'est pour faire de la Géorgie une base arrière en cas d'attaque contre l'Iran que Washington a financé la reconstruction des anciens aérodromes militaires de Vaziani et Marnéouli, et du port de Batoumi, en mer Noire, et sponsorisé la construction de plusieurs hôpitaux dans différentes villes de Géorgie.

De quoi en inquiéter plus d'un. D'autant que frapper des cibles stratégiques situées dans le nord de l'Iran depuis le Caucase du sud est "*confortable, car envoyer les chasseurs américains Super Hornet depuis un porte-avion américain situé dans le Golfe persique, à deux heures de vol de l'Iran, c'est une chose, mais le faire depuis, par exemple, l'Azerbaïdjan, à 3-5 minutes de vol, c'en est une autre*", poursuit le journal.

Oui, mais si Téhéran ripostait sur Tbilissi? "*Du nord de l'Iran à la frontière géorgienne [en passant par l'Arménie ou par l'Azerbaïdjan qui partagent chacun une frontière terrestre avec l'Iran] il y a 160 km, et 215 km jusqu'à notre capitale. Une longue distance qui exclut l'utilisation par Téhéran de l'artillerie*", tente de rassurer *Kviris Palitra*, avant de rappeler que le vrai danger serait "*un nuage radioactif qui s'abattrait sur la région en cas de destruction de cibles nucléaires iraniennes*".

Paradoxalement, c'est l'actuel ennemi numéro un de Tbilissi, la Russie qui, en cas de déclenchement d'hostilités jouerait les boucliers protecteurs pour la Géorgie et l'ensemble de la région. En effet, Moscou dispose de bases militaires à Gyomri (en Arménie), en Abkhazie et en Ossétie du Sud (républiques séparatistes géorgiennes reconnues par Moscou en 2008), et de la station radar de Gabala en Azerbaïdjan, permettant une détection rapide de tirs de missiles. Ainsi, Moscou peut "*verrouiller l'espace aérien du Caucase du Sud. Comme quoi, à quelque chose malheur est bon : grâce à cela [la force de frappe de la Russie], la Géorgie n'entrera pas dans l'Histoire comme base d'opérations contre l'Iran*", espère le journal.

31.01.2012,

Courrier international

<http://www.courrierinternational.com/revue-de-presse/2012/01/31/la-georgie-base-arriere-americaine-pour-une-attaque-contre-l-iran>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19